

International

ISRAËL : L'ÉVEIL DES EXTRÊMES DROITES

Inès Gil

29/06/2021

Alors que le nouveau gouvernement israélien – pour le moins politiquement hétérogène – est dirigé par Naftali Bennett, leader nationaliste et religieux, la montée de l'extrême droite en Israël interroge fortement. Inès Gil, journaliste, analyse la nature de ces « extrêmes droites ».

En Israël, les leaders d'extrême droite ne sont plus seulement des électrons en marge du pouvoir. Certains d'entre eux participent aujourd'hui à des coalitions gouvernementales et en mars dernier, les ultra-nationalistes et suprémacistes juifs kahanistes ont fait leur retour au Parlement. Les idées de la droite extrême avancent dans la société israélienne.

Mi-mai, le Proche-Orient s'embrase. Des protestations palestiniennes sont violemment réprimées par la police israélienne à Jérusalem. À Gaza, les factions palestiniennes, avec en tête le Hamas, tirent des flots de roquettes sur l'État hébreu et l'armée israélienne frappe sévèrement la bande côtière. Au même moment, en Israël, les violences s'étendent aux villes mixtes. Les lynchages entre communautés explosent et font craindre une guerre civile. Dans ce tourbillon de violences incontrôlable qui s'étend à la population israélienne, le chef de la police israélienne **s'entretient** avec Benjamin Netanyahu : « la personne qui est responsable de cette *intifada* est Ben-Gvir, cela a commencé avec la manifestation du groupe Lehava à la porte de Damas ». Itamar Ben-Gvir, leader de la formation d'extrême droite kahaniste Otzma Yehudit (« Puissance juive » en français), aurait encouragé ses partisans à recourir à la violence. Or, le sulfureux suprémaciste juif n'est pas seulement un marginal connu pour ses provocations ultra-racistes envers les Palestiniens et son idéologie sioniste-religieuse radicale. Fin mars 2021, il a été élu député au Parlement israélien. Son ascension incarne la montée des extrêmes droites en Israël.

De multiples visages, un dénominateur commun : ultra-nationalistes et anti-arabes

Début juin 2021, le centriste et opposant numéro 1 à Benjamin Netanyahu, Yair Lapid, annonce qu'il a réussi à former un gouvernement avec le leader du parti Yamina, Naftali Bennett, comme

Premier ministre. Immédiatement, la presse internationale annonce que la « droite radicale » va diriger le nouveau gouvernement. Mais le terme fait débat. Pour certains, Naftali Bennet incarne seulement une droite conservatrice. Pour d'autres, l'extrême droite.

Mais alors, qu'est-ce que l'extrême droite israélienne ? Quelles sont ses frontières ? Pour le savoir, il faut se détacher de la compréhension européenne de l'extrême droite et appréhender ce phénomène dans le contexte de l'histoire d'Israël, dans le rapport au sionisme. *A priori*, il semble difficile de parler d'une seule extrême droite israélienne : les courants extrémistes n'ont pas tous les mêmes priorités, les mêmes programmes, les mêmes buts et ne s'adressent pas toujours à la même audience. Mais certains points réunissent idéologiquement ces formations : un racisme anti-arabe (incluant sans surprise une hostilité extrême envers les Palestiniens) et un ultra-nationalisme (qui prône la formation d'un « Grand Israël » et qui refuse donc fermement la formation d'un État palestinien). L'extrême droite s'articule globalement autour de deux blocs principaux : l'ultra-nationalisme séculier (représenté par le parti d'Avigdor Lieberman, Israel Beiteinu) et le sionisme religieux (une idéologie qui s'est particulièrement étendue après la guerre des Six Jours, avec le début de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, du Sinaï égyptien et du Golan syrien et qui est aujourd'hui incarnée par des partis comme les formations Yamina, le parti Sioniste religieux ou Puissance juive – parti d'Itamar Ben-Gvir).

Certains groupes d'extrême droite sont extra-parlementaires. Ils mènent généralement des actions retentissantes, parfois illégales, particulièrement visibles sur le plan médiatique, même s'ils ne réunissent pas de nombreux supporters. Les Jeunes des collines et Lehava, parmi d'autres, sont deux groupes qui se sont imposés au-devant de la scène médiatique par leur idéologie extrême et leurs actions violentes.

Les Jeunes des collines

En juillet 2015, trois membres d'une famille palestinienne, dont un nourrisson, sont tués dans un attentat, un incendie criminel perpétré à Douma, en Cisjordanie. Les services de renseignement et la police israélienne soupçonnent Les Jeunes des collines, un mouvement décrit par les médias israéliens comme d'extrême droite, dont les partisans se sont inspirés des théories du rabbin suprémaciste Meir Kahane. Ils rêvent de « **prendre pied** dans toute la Cisjordanie pour créer *Eretz Israel*, le 'Grand Israël' », et prônent l'**expulsion** de la population palestinienne des Territoires palestiniens occupés. Ces jeunes colons sont prêts à s'implanter dans n'importe quel territoire appartenant à des Palestiniens, considérant que la Cisjordanie (qu'ils appellent la Judée-Samarie) appartient aux Juifs. Ils y construisent des baraques de fortune et forment des colonies sauvages appelées avant-postes, qui sont même interdites en droit israélien, et ont régulièrement recours à

des actions violentes contre la population palestinienne, parmi lesquelles des jets de pierre et des destructions de champs agricoles.

Lehava

En Israël, la formation Lehava (acronyme de « flamme ») présidée par Benzi Gopstein constitue aujourd'hui un des groupes extra-parlementaire les plus visibles. Probablement constitué de quelques centaines de membres, également décrit comme d'extrême droite par les médias israéliens, Lehava **s'est fait connaître** en menant des actions pour lutter contre les mariages entre Juifs et Arabes dans le pays. Le groupe recrute principalement parmi de jeunes hommes israéliens issus de familles défavorisées de Jérusalem, en se donnant **pour mission** de « sauver les filles juives ». De nombreux activistes de Lehava sont aussi membres de La Familia, un **groupe d'extrême droite** composé de supporters de l'équipe de football Beitar Jerusalem. Le thème de la pureté ethnique juive est au centre de leur idéologie. Plus récemment, Lehava a organisé des marches racistes à Jérusalem-Est durant lesquelles les activistes ont crié « Mort aux Arabes » à proximité de la porte de Damas, principale entrée dans le quartier musulman de la vieille ville. Pour rester dans la légalité, le leader de Lehava, Benzi Gopstein, reçoit depuis longtemps des conseils juridiques du chef de Puissance juive, Itamar Ben-Gvir.

Avec leurs actions violentes et leurs discours extrêmes, ces groupes extra-parlementaires reviennent occasionnellement au-devant de la scène médiatique. Présentés comme isolés, *a priori* composés de jeunes marginaux incontrôlables qui ne représenteraient pas la société israélienne, ces groupes radicaux font trop souvent oublier que l'extrême droite israélienne avance au sein du pouvoir et que son idéologie n'est peut-être pas si éloignée qu'on pourrait le penser du reste du spectre politique israélien.

« Extrêmes droites » : de la marginalisation au pouvoir

En 1967, après que l'armée israélienne se soit emparée de Jérusalem-Est, le grand rabbin de l'armée appelle à la destruction de la mosquée al Aqsa (troisième lieu saint en islam, située sur l'Esplanade des mosquée à Jérusalem-Est). Le projet paraît alors totalement aberrant pour une large majorité d'Israéliens, en premier lieu pour le ministre de la Défense de l'époque, Moshe Dayan. Mais aujourd'hui, cette idéologie s'est normalisée, « ceux qui veulent la reconstruction du temple [et la destruction d'al Aqsa] sont ministres », **souligne** le journaliste spécialiste du conflit israélo-palestinien Sylvain Cypel. Les dernières années ont été marquées par l'ascension au pouvoir de plusieurs mouvances considérées comme d'extrême droite et, par conséquent, par la légitimation de leur idéologie. Cette évolution s'explique non seulement par une droitisation de la société

israélienne (principalement après la seconde *intifada* et la vague d'attentats meurtriers perpétrés par des groupes palestiniens entre 2000 et 2005), mais aussi par le système politique israélien, qui pousse les grands partis comme le Likoud à faire alliance avec des petits partis parfois radicaux, afin de former un gouvernement. Cette ascension de l'extrême droite s'est considérablement accélérée sous l'ère Netanyahu.

Dès son retour au pouvoir comme Premier ministre en 2009, le chef du Likoud intègre ainsi dans ses gouvernements successifs des députés issus des formations extrémistes Israel Beitenou et Le Foyer juif, parfois à des postes ministériels clés. Selon Elias Sanbar, délégué permanent de la Palestine à l'Unesco qui s'exprimait le 14 mai dernier sur France Inter, « les colons ont pris le pouvoir [en Israël]. Ils sont devenus la clé magique pour la formation d'un quelconque gouvernement israélien. » En prévision des dernières élections, en mars 2021, Benjamin Netanyahu va encore plus loin : il encourage la formation Sioniste religieux (extrême droite) de Bezalel Smotrich, connue pour ses position racistes et homophobes, à faire alliance avec Noam (extrême droite) et Puissance juive, le parti d'Itamar Ben-Gvir. Fin mars 2021, le leader de Puissance juive réussit son pari et fait son entrée à la Knesset (Parlement israélien). C'est une victoire historique pour les suprémacistes juifs : en 1988, le parti Kach de Meir Kahane (père idéologique de Ben-Gvir) avait été interdit de se présenter aux élections israéliennes, accusé d'incitation à la haine et à la violence. Pour le politologue Samy Cohen (CERI-Sciences Po), qui s'exprime dans [un entretien](#) réalisé pour Les Clés du Moyen-Orient, « Benjamin Netanyahu a donné une certaine honorabilité [à Ben-Gvir], en lui permettant de devenir un député à part entière à la Knesset. Cette légitimité dope Ben-Gvir et ses adeptes, elle encourage les violences contre les Arabes ». Deux mois plus tard, en mai dernier, des partisans d'Itamar Ben-Gvir [auraient participé](#) aux violences contre des Palestiniens d'Israël, lors d'affrontements dans plusieurs villes mixtes de l'État hébreu.

Les frontières poreuses autour de l'extrême droite

Ces mouvements d'extrême droite s'imposent dans un contexte de recul démocratique en Israël. Sans même évoquer la situation critique dans les Territoires palestiniens occupés, au sein même de l'État hébreu, les attaques du Premier ministre Benjamin Netanyahu contre la justice, la police, la société civile et la population arabe se sont multipliées et la législation s'est faite de plus en plus discriminatoire à l'égard des Palestiniens citoyens d'Israël. « Seule démocratie du Moyen-Orient » pour ses défenseurs ou « démocratie pour les juifs et État juif pour les Arabes » selon le député palestinien d'Israël Ahmed Tibi, de quoi Israël est-il aujourd'hui le nom ? Et de quelle manière cela dit quelque chose sur l'ascension des idées d'extrême droite ?

Dans le monde de la recherche, en particulier anglo-saxonne, les débats sont vifs sur la nature du

régime israélien. Parmi les nombreux travaux universitaires, certains classent Israël comme une démocratie libérale avec quelques imperfections et déviations (Neuberger), d'autres comme une démocratie consociative (Lijphart), ou encore une démocratie illibérale. La thèse de **Sammy Smooha** s'impose comme référence pour définir le caractère du régime israélien. Pour le sociologue, professeur à l'université de Haïfa, « en proclamant qu'il est à la fois une démocratie et un État juif, Israël admet qu'il est une démocratie ethnique ». Depuis le vote de la loi sur l'État nation du peuple juif en juillet 2018, Israël se rapprocherait même de l'ethnocratie selon certains chercheurs (Rouhana et Ghanem) et **journalistes**. Avec ce texte, l'idée que le pays appartient à une seule nation, la nation juive, est désormais inscrite dans la loi fondamentale (loi à valeur constitutionnelle en Israël). En donnant la priorité à la judéité, ce texte inscrit dans la législation la plus élevée du pays une forme de suprémacisme juif : les Arabes peuvent être des citoyens (ils constituent actuellement 20% de la population israélienne), mais ce pays ne leur appartient pas. Les derniers mois, l'ONG israélienne Bet'selem et l'ONG internationale Human Rights Watch ont publié deux rapports retentissants dans lesquels ils décrivent le régime israélien comme un régime d'apartheid au profit de la population juive, non seulement dans les Territoires palestiniens occupés, mais aussi en Israël.

Quel rapport avec les extrêmes droites israéliennes ? Ces évolutions au sein l'État hébreu posent de nombreuses questions sur les frontières de l'extrémisme israélien de droite : à y voir de plus près, l'essence même de l'extrême droite, l'ultra-nationalisme et la préférence ethnique, n'est plus aujourd'hui une idéologie marginale, elle est marquée dans le marbre des lois fondamentales israéliennes et elle est acceptée par une majorité d'Israéliens (58% des Israéliens **approuvaient** la loi sur l'État nation du peuple juif au moment du vote à la Knesset). Certes, les formations considérées d'extrême droite ne sont pas des « grands » partis en Israël (c'est le Likoud, classé à droite de l'échiquier politique, qui est le premier parti israélien), mais elles représentent une base électorale non négligeable avec 7 députés pour Yamina, 7 députés pour Israel Beitenou, et 6 députés pour la formation Sioniste religieux qui inclue Puissance juive, suite aux dernières élections de mars 2021. Au total, 20 députés d'extrême droite sur 120 siègent au Parlement israélien, soit un sixième du Parlement.

Par ailleurs, les idées *a priori* défendues par l'extrême droite ont considérablement progressé au sein de la population juive israélienne et dans les débats politiques. Les frontières idéologiques de l'extrême droite semblent floues. En évoquant le mouvement Puissance juive d'Itamar Ben-Gvir, le chercheur Samy Cohen **affirme** qu'il « ne faut pas penser que c'est un mouvement totalement à part ». Selon lui, « ce parti incarne une certaine idéologie israélienne à la droite de l'échiquier politique ». Notamment sur deux thèmes très révélateurs :

- le transfert d'Arabes palestiniens citoyens d'Israël vers les territoires palestiniens : c'est une proposition extrême à la fois défendue par Itamar Ben-Gvir, mais aussi prônée par Israel Beitenou. Elle a même été proposée par le « Deal du siècle » de Donald Trump en janvier 2020, un plan défendu ardemment par... Benyamin Netanyahu ;
- l'accélération de la colonisation israélienne et l'annexion de larges pans de la Cisjordanie sans donner de droits civiques aux Palestiniens qui y vivent : c'est une philosophie défendue non seulement par les Jeunes des collines, mais aussi par la formation Sioniste religieux, Yamina et même une large partie du Likoud. Faut-il rappeler que l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon (Likoud puis Kadima), considéré comme de centre-droit, avait lui-même encouragé le mouvement des Jeunes des collines en **s'adressant** ainsi aux Israéliens en 1998, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères : « Tous ceux qui sont là doivent bouger, courir, récupérer plus de collines, étendre le territoire. Tout ce qui est saisi sera entre nos mains. Tout ce que nous ne saisissons pas sera entre leurs [les Palestiniens] mains » ?

Finalement, la frontière semble bien floue entre certaines formations d'extrême droite et le reste de la droite israélienne habituellement jugée libérale, et même avec le centre et le centre-gauche (plus précisément en ce qui concerne l'expansion coloniale en Cisjordanie incluant Jérusalem-Est et, dans une certaine mesure, dans le rapport avec la population palestinienne de citoyenneté israélienne). Ce qui change foncièrement est la méthode : le recours à la violence par les Jeunes des collines ou Lehava et les provocations dans les actions et le discours de Puissance juive ou de la formation Sioniste religieux continuent de choquer une large partie des Israéliens. Mais les idées d'extrême droite, elles, semblent faire leur chemin et se banaliser.

Conclusion

Les formations d'extrême droite en Israël doivent être appréhendées dans le contexte spécifique israélien, dans le rapport au sionisme. Des groupes considérés d'extrême droite sioniste ont émergé avant même la création de l'État d'Israël, dans la Palestine mandataire. Aujourd'hui, les formations extrémistes de droite sont plurielles : certaines sont extra-parlementaires comme Lehava, d'autres ont fait leur entrée à la Knesset telle que Puissance juive, et participent même aux gouvernements successifs depuis plusieurs années (Israel Beitenou, Le Foyer juif par le passé, Yamina). Ces formations, plus ou moins radicales, ont pour point commun de défendre un ultra-nationalisme israélien et un racisme anti-arabe. Au vu des évolutions des lois et des débats en Israël, force est de constater que les idées d'extrême droite progressent considérablement sur la scène politique et dans la société israélienne.